CAFFOUILLAGE AU SOMMET À PROPOS DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Bensalah dément Saâdani

«La révision de la Constitution aura lieu et, selon tous les indices, dans les prochains jours.» L'affirmation est du secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Abdelkader Bensalah. Cet homme, président du Sénat, a pour réputation de ne jamais rien déclarer qui ne soit officiel. Il met ainsi fin aux folles spéculations politico-médiatiques autour de l'imminence de la révision, de sa nature ainsi que de l'éventualité de recourir à d'autres consultations. Une éventualité définitivement démentie par le deuxième personnage de l'Etat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Ces derniers jours, l'on a assisté à une profusion de déclarations autour de la révision constitutionnelle. Nous avons entendu, à ce propos, une chose et son contraire. Des commentaires et des prévisions infondées (...)

Des déclarations dont les auteurs prétendent connaître les échéances et le contenu, générant de fait un débat irréel et allant à l'encontre des mœurs politiques car dénoué de toute crédibilité». N'importe quel novice ès politiques aura compris : Bensalah fait, ici, allusion à son «frère ennemi», le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani.

Bensalah s'exprimait en fait dans un cadre partisan, hier samedi, à Médéa, à l'ouverture d'une rencontre avec les élus des wilayas du centre du pays de son parti, le RND. Récemment, pour rappel, Saâdani déclarait à un site électronique que la révision pourrait être reportée et n'écartait pas d'autres consultations. «A ce propos, ajoutera Bensalah, je tiens à rappeler certains faits.» Et il se lancera dans un long rappel de toutes les étapes prises par la révision constitutionnelle en question.

De 1999 à nos jours. Notamment, les trois rounds des consultations menés par lui-même puis par Abdelmalek Sellal et, enfin, par Ahmed Ouyahia qui «avait été chargé d'approfondir ces consultations en 2014. Des consultations qui avaient été prolongées à plusieurs reprises pour mettre tous ceux qui ont refusé d'y participer devant leurs responsabilités. Malheureusement, ces derniers ont toujours persisté dans leur refus.

C'en sont, là, toutes les étapes de cette révision constitutionnelle dont la mouture finale est en cours de finalisation». Il ajoutera même que «la copie qui sera soumise n'est que la synthèse de toutes les propositions de tous les acteurs politiques, associatifs , des personnalités à l'exception de ceux qui se sont exclus d'eux-mêmes». C'est donc clair, net et précis : non seulement il n'y aura plus d'autres consultations, mais le texte final est fin prêt. «Certains s'attaquent à la copie sans même l'avoir consultée», affirme encore Bensalah. Avant de revenir à la charge : «Mesdames et messieurs, moi, j'affirme que la révision constitutionnelle promise par le président de la République aura lieu.

Photo : Samir Sid

Abdelkader Bensalah.

Et selon les indices , dans les tout prochains jours.» Comme il y a une semaine, Abdelkader Bensalah se lance dans les détails du contenu de la révision : «La future Constitution sera celle de tous les Algériens et les Algériennes, de notre point de vue et comme l'indiquent tous les indices, consolidera les libertés collectives et individuelles, l'indépendance de la justice.

De même qu'elle renforcera le rôle de l'opposition et prévoit de larges prérogatives pour le Parlement, notamment avec le renforcement du rôle du Conseil de la nation (...) une Constitution qui consolidera la pratique démocratique et préservera les constantes nationales.»

Abdelkader Bensalah qui, au même titre que le président du Conseil constitutionnel, de l'APN, du Conseil d'Etat et des responsables militaires, a eu à consulter la copie, ajoutera même qu'il prévoit que la révision se fera à travers le Parlement...

K. A.

ELLE L'A DÉNONCÉ HIER À TIZI-OUZOU

Hanoune évoque la menace d'un «État parallèle»

Hier, à Tizi-Ouzou, Louisa Hanoune n'a pas fait salle comble, confirmant ainsi son maigre résultat de la présidentielle de l'année dernière dans une région qui, il y a quelques années encore, on lui accordait un certain crédit. Mais cette désaffection n'a pas affecté son ardeur, surtout quand il s'agissait de s'attaquer à quelques questions qu'elle n'a cessé depuis quelques semaines de ressasser.

En tous les cas, l'absence très remarquée de ce qui faisait sa base militante en Kabylie ne l'a pas empêchée de s'ériger en avocate du peuple et de ses aspirations. Et comme la conjoncture l'y obligeait quelque peu, une bonne partie de son entrée en matière a été dédiée à la revendication identitaire qu'elle considère être «au cœur du combat démocratique, dans la philosophie du parti depuis l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) des années de plomb au PT d'aujourd'hui».

Après avoir retracé une bonne partie du cheminement de la revendication, la patronne du PT estime que ce ne serait que justice si le combat aboutissait à la consécration de tamazight en seconde langue officielle. Pour se faire, cela nécessite la conjugaison de tous les efforts de la part de l'ensemble des tendances politiques.

Si la constitutionnalisation de tamazight comme beaucoup d'autres questions vitales pour le pays n'ont pas abouti, on le doit, assure-t-elle, au système obsolète hérité du parti unique qui nous gouverne. Pour tamazight comme pour l'éducation dans son ensemble ainsi que d'autres revendications d'intérêt majeur pour le pays, elle estime «ce n'est pas aux citoyens d'abandonner leurs revendications, c'est à l'Etat de faire preuve de générosité, d'audace pour répondre aux aspirations du peuple». Et à ce titre, la clé de toutes les solutions est entre les mains du président de la République, pas des partis parce que, asséna-t-elle, ces derniers ne représentent pas la volonté populaire. Dans son argumentaire, elle a tout tenté pour faire comprendre que les partis qui décident sont le produit de la fraude électorale qui a cours depuis l'indépendance et qu'il va falloir désormais criminaliser. De l'inutilité de la deuxième Chambre (le Sénat), de la révocabilité à mi-mandat des élus allant du président de la République aux présidents d'APC, de l'impôt sur la richesse, de la promotion de nouvelles wilayas et APC jusqu'à multiplier par deux le nombre actuel de ces dernières, et d'autres sujets encore, Louisa Hanoune en parlera à satiété, mais ce à quoi elle a voulu s'attaquer sans ménagement, c'est sans conteste ce qu'elle présente comme une oligarchie, apparue ouvertement sur la scène notamment depuis le mois d'avril de l'année dernière. «Une dérive sans précédent (…) cette oligarchie institutionnalisée (…) la gabegie, la rapine ont atteint des proportions inimaginables.» Ce sont là quelques phrases qu'elle a balancées pour charger ces «arrogants» entrepreneurs, dont un a commencé à Tizi-Ouzou, précisait-elle, sans le nommer mais dont tout le monde a compris de qui il s'agit. Des personnes qu'elle accuse même de vouloir carrément instaurer un Etat parallèle. Elle a voulu faire mal, Louisa Hanoune, hier à Tizi-Ouzou, et à voir comment son discours a été apprécié par les présents dans la salle de la Maison de la culture, elle a réussi son coup, même si quelques-uns, au sortir du meeting, n'ont apprécié que très modérément parce que «c'est une mise en scène».

M. Azedine

Photo : New Press.

Louisa Hanoune.

ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE POUR LE CONSENSUS NATIONAL

Le FFS pointe du doigt «les fonctionnaires du pouvoir»

Le non-aboutissement des consultations autour d'un consensus national lancées par le FFS est dû en partie à l'attitude des «fonctionnaires du pouvoir», affirmait, hier, le premier secrétaire national du FFS qui dénonce l'attitude de ces derniers face à la feuille blanche que le parti leur avait présentée. Mohamed Nebbou animait, hier, un meeting à la salle Atlas.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les militants du FFS étaient conviés hier à assister à un meeting populaire placé sous le signe du «consensus national est la solution» et qui coïncidait avec la célébration de la journée du Militant et de l'anniversaire du Printemps berbère et se voulait également un hommage à Mecili et aux victimes de 1963.Inévitablement, Mohamed Nebbou a évoqué l'initiative politique inaboutie lancée par son parti. Il dira que lors du processus de discussions avec d'autres formations, le FFS s'était retrouvé en face de fonctionnaires de la politique d'un système qui a pris en otage le pays» et d'ajouter : «Nous leur avons tendu une page blanche pour qu'ils écrivent un début de signes de changement tout en connaissant leurs pratiques. On attendait le feu vert pour un changement graduel mais ils nous ont fixé une ligne rouge, non pas la déclaration du premier Novembre, mais la légitimité du raïs». Les lignes rouges ne sont, dit-il, qu'une «ruse habituelle» du système et ne servent qu'à maintenir le statu quo. Au lieu de recueillir des propositions, déplore Nebbou, «nous avons vu fleurir la corruption à grande échelle, des campagnes médiatiques et l'instrumentalisation de la justice». Le premier secrétaire national du FFS a fait savoir que sa formation avait commencé à organiser un bilan d'étape au sujet de son projet de consensus national. Le parti rendra publiques les conclusions de ce bilan une fois celui-ci terminé et n'a pas souhaité s'étaler dessus hier. Nebbou a également abordé le - rôle pour l'armée dans le consensus national, affirmant que «la nature des armées est fondamentale dans la construction ou la chute des nations». Il ne faut pas en faire un tabou, dit-il, rappelant que le FFS était pour la primauté du politique sur le militaire. Le rôle de l'armée ne doit plus être tabou, dit-il, et cette dernière ne doit pas être considérée comme un acteur étranger mais le garant du consensus le plus large.

Photo : Samir Sid

Nebbou ne lâche pas son projet de consensus national.

Le premier secrétaire national du FFS a rappelé que le pays avait connu plusieurs constitutions, toutes ont été violées à un moment ou un autre, dit-il. Il a profité de la tenue du meeting d'hier pour réaffirmer que tamazight était une revendication centrale pour le parti. Il s'agit, dit-il, d'une question nationale et non pas une revendication isolée des autres revendications démocratiques, loin de tout folklore. De la gestion démocratique ou répressive de cette question, dit-il, dépendra l'avenir du pays. Il en veut pour preuve, le fait que les principaux foyers de tensions à travers le monde sont dus notamment aux manipulations liées aux appartenances ethniques. La lutte doit continuer jusqu'à la promulgation de tamazight, langue nationale.

N. I.